

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Mamoudzou, le 08 septembre 2026

L'économie de Mayotte au 2^e trimestre 2026 : Après une reprise soutenue Post-CHIDO, le ralentissement de la conjoncture économique du début d'année 2026 se confirme.

Au second trimestre 2026, l'activité économique s'affaisse, et les perspectives pour le prochain trimestre s'orientent vers un nouveau repli.

L'Indicateur du climat des affaires (ICA) recule de nouveau, de 5,1 points par rapport au trimestre précédent, et se positionne à 101,3. L'activité globale demeure en terrain positif ce trimestre, bien que de nombreux chefs d'entreprise semblent avoir adopté une position attentiste du fait d'une relative difficulté à percevoir l'évolution de la conjoncture. Cette baisse est portée par une contribution négative des délais de paiement et des niveaux de trésorerie, les carnets de commandes demeurent remplis.

L'indice des prix à la consommation (IPC) augmente à Mayotte au second trimestre. Sur un an, l'inflation s'établit à 2%, conformément à la cible d'inflation de la Banque Centrale Européenne. Les prix des services diminuent de 1,8%, la hausse étant principalement portée par les prix de l'énergie, qui croissent de 16,4%, et des transports, en augmentation de 3,7%.

La consommation des ménages retrouve progressivement ses niveaux habituels. Les importations de produits courants reculent de 13,7 %, tandis que celles de produits d'équipement du foyer sont en hausse de 2,7%, par rapport au trimestre dernier. L'encours des crédits à la consommation, lui, enregistre une légère baisse de 0,8% sur le trimestre, et une hausse de 2,3% sur un an, bien moindre que précédemment.

Les importations atteignent un nouveau record au second trimestre 2026, et s'élèvent à 325 millions d'euros (+11,8% sur l'année). Une nette augmentation portée notamment par les importations d'énergie (+63,4% sur un an) et de biens de consommation durables (+51,2% sur un an), ainsi que de biens d'investissement (+21,3%).

L'évolution de l'activité, et ses perspectives sont contrastées selon les secteurs

Le secteur du BTP se voit fragilisé par une chute brutale de son activité. Bien que les chefs d'entreprises indiquent une activité toujours favorable, ils anticipent un repli marqué au troisième trimestre, notamment du fait d'une dégradation persistante des délais de paiement.

La contraction de l'activité commerciale se poursuit, bien qu'elle soit en voie de stabilisation. Le recul de l'activité se poursuit dans le secteur commercial, mais à un rythme atténué par rapport au trimestre précédent. Les chefs d'entreprises anticipent notamment une progression de l'activité au prochain trimestre.

L'activité dans les services marchands reste à consolider. Malgré un fléchissement notable de l'activité par rapport au premier trimestre, les fondamentaux du secteur demeurent solides, et les chefs d'entreprise anticipent une hausse de l'activité au troisième trimestre.

L'Institut d'émission des départements d'outre-mer assure le rôle de banque centrale dans les cinq départements d'outre-mer (Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte), ainsi que dans les collectivités de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Barthélemy et Saint-Martin et des TAAF, dont la monnaie est l'euro. Il exerce ses missions de banque centrale « au nom, pour le compte et sous l'autorité de la Banque de France ». L'IEDOM exerce également des missions de service public qui lui ont été confiées par l'État. Par ailleurs, Il assure le rôle d'observatoire économique et financier des économies ultramarines.

Nos publications et statistiques sont téléchargeables sur le site www.iedom.fr

Contact presse : D. ALI CHARIF - tél : 02 69 61 05 05, daoulab.alicharif@iedom.fr